

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS RENÉ GERMAIN

**La Lavagne
30750 Lanuéjols**

Références : 2024-04-167
Code AIOT : 0018100260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS RENÉ GERMAIN implanté au lieu-dit La Lavagne 30750 Lanuéjols. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN (SE)
- La Lavagne 30750 Lanuéjols
- Code AIOT : 0018100260
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations mobiles de traitement des matériaux extraits sont également présentes in situ.

Les installations ICPE fonctionnent par campagnes de septembre à fin février, les travaux de défrichage et de décapage ainsi que les travaux d'extraction et de traitement des matériaux n'étant pas réalisés en période de nichage et de reproduction des animaux (mars à août).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 1 AP MD n°30-2022-09-051 du 13/09/2022),
- l'autocontrôle des niveaux sonores (article 2 AP MD n°30-2022-09-051 du 13/09/2022),
- la surveillance des émissions de poussières (article 3 AP MD n°30-2022-09-051 du 13/09/2022),
- la consistance des installations classées (article 1.4 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- les équipements abandonnés (article 2.1.5 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- le rapport annuel (article 2.3 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- les vibrations (article 6.2 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- le schéma prévisionnel d'exploitation (article 10.1.1 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- les moyens d'intervention en cas de sinistre (article 11.4 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Surveillance des émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 11.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Signalisation, accès, zones dangereuses	AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 1	/	Sans objet
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4	/	Sans objet
3	Autocontrôle des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 2	/	Sans objet
4	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 6.2	/	Sans objet
8	Schéma prévisionnel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 10.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques manquements ont été observés par l'inspection vis à vis des prescriptions réglementaires applicables.

Deux des trois prescriptions de l'APMD n° 30-2022-09-251 du 13/09/2022 ont pu être levées (signalisation, accès, zones dangereuses et autocontrôle des niveaux sonores). Il subsiste l'article 3 de cet APMD relatif à la surveillance des émissions atmosphériques qui n'a pas pu être levé en raison de la forte pluviométrie lors des campagnes d'exploitation, ce qui a rendu inexploitable les résultats des plaquettes. L'exploitant s'est engagé à réaliser une telle surveillance à l'occasion de la prochaine campagne d'exploitation ; un délai supplémentaire jusqu'à l'automne 2024 lui est ainsi octroyé. L'inspection préconise toutefois de réaliser cette surveillance par la méthode des jauges plutôt que par plaquettes.

L'inspection souligne l'importance d'établir un rapport de synthèse annuel comportant notamment la vérification de la conformité aux arrêtés applicables afin d'éviter une dérive dans l'exploitation des installations ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses
Prescription contrôlée : La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater : <ul style="list-style-type: none">- côté extérieur du périmètre ICPE autorisé, un merlon périphérique et/ou des clôtures, avec la présence de panneaux d'interdiction d'entrée en nombre suffisant,- à l'intérieur du site, le danger est signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation, en particulier à proximité immédiate du fond de fouille. Concernant l'accès à la voie publique, l'inspection a pu constater que l'accès côté RD47, aménagé aux environs du PK 12+550, non autorisé, a été condamné par la fermeture par cadenas du portail présent et la mise de blocs devant celui-ci, empêchant son ouverture . L'inspection a également pu vérifier l'aménagement de l'accès depuis le chemin communal, au PK 12+900, côté bascule (présence d'une barrière) et l'interdiction d'accès en dehors des heures ouvrées (barrière fermée et panneaux d'interdiction). Ces prescriptions de l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral n°0812091 du 12/12/2008 étant considérées respectées, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 1 de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4

Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées

Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :

- . Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 30 000 tonnes
- . Volume maximum autorisé : 244 000 m³ (610 000 tonnes)
- . Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 30 000 m²
dont superficie de la zone à exploiter : 21 800 m²
- . Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire
- . Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques
- . Epaisseur d'extraction maximale : 20m
- . Côte limite NGF d'extraction : 865m

Les installations de traitement sont constituées d'une unité de concassage-criblage mobile.

Constats :

Au vu des documents mis à disposition par l'exploitant, l'inspection a constaté que :

- . le tonnage maximum annuel à extraire est respecté ; 6500 tonnes ont été extraits en 2022, ce qui représente un volume d'environ 4100 m³ (d#1,6) ;
- . 2 tirs de mines ont été réalisés début 2023, représentant un volume d'environ 3600 m³ de roches calcaires abbatues ;
- . le respect de l'épaisseur d'extraction maximale (20m) vérifié sur le plan de gestion d'exploitation de la carrière "février 2023" ;
- . le respect de la côte limite NGF d'extraction (867,91 m NGF) vérifié sur le plan de gestion d'exploitation de la carrière "février 2023".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autocontrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour l'ensemble de ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour justifier de la mise en place de la mesure (justification par fourniture de la commande ou tout acte montrant la réalisation de la tâche dans le délai indiqué ci-dessous). Le contrôle des niveaux sonores est réalisé lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre 2022 et fin février 2023.
Constats : L'exploitant a transmis depuis le contrôle à l'inspection des installations classées le rapport établi par le BE arca2e de mesures de bruits dans l'environnement. Les mesures de bruits réalisées ont pris en considération non seulement les activités générées par la carrière (déplacement des engins sur la carrière et sur la zone de stock, l'installation de traitement, le chargement des camions semi-remorques) mais également le trafic sur la RD47, mitoyenne du site. Le rapport arca2e établit que les valeurs en limite de propriété ainsi que l'émergence sont conformes en période diurne. Ces prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n°0812091 du 12/12/2008 étant considérées respectées, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 2 de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : L'inspection a constaté qu'il n'y avait plus d'équipements abandonnés in situ.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un rapport de synthèse est établi chaque année.</p> <p>Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">. les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ;. les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;. les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies;. les résultats des tests, des exercices ;. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ;. le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ... <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.</p>
Constats : <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection, son "journal de carrière annuel" établi pour l'année 2022. Ce journal fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">. les renseignements liés à l'activité, à l'exploitation ;. autres faits. <p>Il convient de compléter ce rapport avec la vérification de la conformité au présent arrêté et, le cas échéant, des actions correctives à mettre en œuvre / mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour l'ensemble de ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et des articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, en ce qui concerne les émissions atmosphériques, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour justifier de la mise en place de la mesure (justification par fourniture de la commande ou tout acte montrant la réalisation de la tâche dans le délai indiqué ci-dessous).</p> <p>La surveillance des émissions atmosphériques est réalisée lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre 2022 et fin février 2023.</p> <p>La méthode des jauges de retombées est à privilégier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun contrôle des niveaux d'empoussièrement n'a été réalisé.</p> <p>L'exploitant rappelle que la carrière est exploitée par campagnes. Il justifie cette absence de contrôle par des aléas indépendants de sa volonté :</p> <ul style="list-style-type: none">- des plaquettes de poussières ont été posées puis prélevées par le prestataire PRONETEC qui a attesté - par courrier du 8/06/2023 - qu' "<i>au vu des fortes précipitations du mois de mai, les résultats ne soient pas exploitables</i>";- lors de la campagne d'octobre 2023, les mesures n'ont pas pu être effectuées du fait des épisodes pluvieux subis. <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser la surveillance des émissions de poussières lors d'une prochaine campagne en 2024 et dès lors que la météo le permettra.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé de donner un délai supplémentaire à l'exploitant afin qu'il puisse, comme il s'y est engagé, réaliser la surveillance des émissions atmosphériques lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser au plus tard à l'automne 2024. L'inspection rappelle à l'exploitant que la méthode des jauges de retombées est à privilégier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1 Vitesses particulières limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANQUE DE FREQUENCE (en Hz)	PONDERATION du signal
1	
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments, les antennes de télécommunication, les réservoirs d'eau.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 6.2.2 Mesures des vitesses particulières

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès le premier tir puis au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant explique à l'inspection que ces prescriptions sont inadaptées au vu de la localisation géographique isolée de la carrière ; à l'exception d'une exploitation agricole sise à environ 1 km à vol d'oiseau à l'est/nord-est du site, au lieu-dit La Combe sous Rogers, il n'y a aucune construction avoisinante occupée ou habitée par des tiers ou affectée à toute autre activité humaine, ni monument, ni antenne de télécommunication, ni réservoir d'eau, à proximité immédiate de la carrière.

Après vérification, il apparaît que le village de Lanuéjols est situé à environ 2,5 km au nord de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Schéma prévisionnel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 10.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Schéma prévisionnel d'exploitation
Prescription contrôlée : La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté. Le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté (Annexes 5 à 7).
Constats : La carrière est exploitée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté. Il subsiste toutefois quelques modifications mineures telles que : . la partie supérieure du site, initialement dédiée aux stockages de matériaux, est rétrécie, . des stockages de matériaux sont constatés en fond de fosse. L'exploitant précise que la qualité du gisement est mauvaise dans sa partie sommitale et meilleure en fond de fosse. Il réfléchit à revoir le phasage de la 4ème phase d'exploitation. L'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation, doit être portée à la connaissance de la sous-Préfète du Vigan, <u>avant sa réalisation</u> , par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur (au moins 3 extincteurs judicieusement répartis). Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une citerne de 20 m3 remplie d'eau, accessible aux services d'incendie et de secours, sera mise en place dans l'enceinte de l'établissement. Cette réserve d'eau sera exclusivement destinée à la lutte contre les incendie.
Constats : L'inspection a constaté que des extincteurs, contrôlés annuellement, étaient présents dans chaque véhicule de l'exploitant in situ. Quant à la citerne de 20 m3 remplie d'eau, accessible aux services d'incendie et de secours, sera mise en place dans l'enceinte de l'établissement, destinée exclusivement à la lutte contre les incendie, il apparaît qu'in situ est présent un camion d'environ 6 m3 de capacité qui sert également à l'arrosage des pistes. Il appartient à l'exploitant de mettre en place, dans le périmètre ICPE, une citerne de 20 m3 exclusivement dédiée aux services d'incendie et de secours et facilement accessible. Le cas échéant, l'exploitant doit prendre l'attache des services d'incendie et de secours afin de vérifier la quantité d'eau minimale exclusivement destinée à la lutte contre les incendie à avoir sur site. En cas de quantité inférieure à 20 m3, cette quantité devra être dûment justifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un plan de gestion d'exploitation de la carrière "février 2023". Certaines données ont pu être vérifiées sur ce plan (côtes altimétriques des points significatifs dont côte limite NGF d'extraction (867,91 m NGF), périmètre ICPE). Certaines données sont néanmoins manquantes : abords du périmètre ICPE dans un rayon de 50 mètres, zones remises en état, position des ouvrages visés à l'article 14-1 de l'AM visé et, notamment report des bords des excavations qui doivent être tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé. Il appartient à l'exploitant d'actualiser son plan et d'y faire figurer l'ensemble des données réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

